



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 92

Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives

Présentation

Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre des Affaires municipales

Éditeur officiel du Québec
1993

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec quant à divers aspects du régime fiscal municipal applicable aux entreprises ferroviaires.

D'abord, il précise de façon rétroactive la portée de certaines dispositions déjà existantes. Il confirme que la règle selon laquelle une voie ferrée n'est pas inscrite au rôle d'évaluation vise autant les voies situées dans une cour ou une gare que les autres, et que le non-assujettissement à la surtaxe sur les terrains vagues profite à l'assiette de toutes ces voies, sans exception. De la même façon, le projet de loi clarifie la règle selon laquelle la valeur foncière de l'assiette d'une voie ferrée est établie au moyen de la valeur moyenne au mètre carré des autres terrains du territoire municipal local, en confirmant que cette règle ne s'applique pas à l'assiette d'une voie ferrée située dans une cour ou une gare. Il tranche également, dans le cas des passages à niveau, le problème de la coexistence du régime fiscal applicable à l'assiette d'une voie ferrée et de celui qui est applicable à l'assiette d'une voie publique, en prévoyant que c'est le second qui a préséance. Il reconduit aussi l'effet de la jurisprudence en décrétant que l'assiette d'une voie ferrée située ailleurs que dans une cour ou une gare ne constitue pas un lieu d'affaires, ce qui dispense l'entreprise ferroviaire de payer une taxe d'affaires à son égard.

Outre ces précisions à des dispositions existantes, le projet de loi édicte de nouvelles règles en ce qui concerne les entreprises ferroviaires, lesquelles auront effet dès 1993 sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et à compter de 1994 ailleurs. D'une part, il exempte de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels l'assiette d'une voie ferrée située ailleurs que dans une cour ou une gare. D'autre part, il prévoit que, pour calculer le montant de taxe d'affaires ou de surtaxe payable à l'égard de l'assiette d'une voie ferrée située dans une cour, on applique 40 % du taux de la taxe ou de la surtaxe décrété par la municipalité.

Le projet de loi modifie aussi la Loi sur la fiscalité municipale en matière d'établissement de la proportion médiane du rôle d'évaluation. Outre des aspects procéduraux, il prévoit, d'une part, que la proportion établie pour le rôle foncier constituera désormais automatiquement celle du rôle locatif de la même municipalité pour le même exercice et, d'autre part, que l'impossibilité d'appliquer les règles prévues par le règlement ministériel ne dispense pas l'évaluateur d'établir une proportion, par d'autres moyens approuvés par le ministre.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Projet de loi 92

Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 14.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), modifié par l'article 1 du chapitre 53 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression du cinquième alinéa.

2. L'article 47 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot «fer», des mots « , à l'exception de ceux qui forment l'assiette de toute voie ferrée située dans une cour ou un bâtiment, ».

3. L'article 57.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du premier alinéa et après le mot «indique», de « que l'unité est visée au troisième alinéa de l'article 244.13 ou indique ».

4. L'article 64 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Lorsqu'un terrain constitue à la fois l'assiette d'une voie ferrée d'une entreprise de chemin de fer et celle d'une voie publique ou d'un ouvrage en faisant partie dont un organisme public a l'administration ou la gestion, il est considéré à ce dernier titre et n'est pas réputé occupé ou utilisé par l'entreprise. L'article 47 ne s'y applique pas. ».

5. L'article 65 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 6° et après le mot «ferrée», des mots « , y compris une voie ferrée située dans une cour ou un bâtiment ».

6. L'article 69.2 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Une unité qui est constituée uniquement de l'assiette d'une voie ferrée à laquelle s'applique l'article 47 n'est pas un lieu d'affaires. Malgré l'article 2, le présent alinéa ne vise qu'une unité entière. ».

7. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 69.7, du suivant :

« **69.7.1** Le rôle de la valeur locative indique, le cas échéant, que le lieu d'affaires est visé au troisième alinéa de l'article 232. ».

8. L'article 174 de cette loi, modifié par l'article 6 du chapitre 53 des lois de 1992 et par l'article 584 du chapitre 57 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 13.1°, de « change de catégorie visée à cet article » par « devient également visée au troisième alinéa de l'article 244.13 ou cesse de l'être ou qu'elle change de catégorie visée au premier alinéa de l'article 57.1 ou cesse d'être comprise dans une telle catégorie ».

9. L'article 174.2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 5° et après le nombre « 69.7 », de « ou 69.7.1 ».

10. L'article 232 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Toutefois, dans le cas d'un lieu d'affaires comprenant l'assiette d'une voie ferrée située dans une cour d'une entreprise de chemin de fer, on calcule le montant de la taxe en appliquant 40 % du taux. Malgré l'article 2, le présent alinéa ne vise qu'un lieu entier. ».

11. L'article 244.11 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du troisième alinéa et après le second mot « alinéa », de « , ni une unité qui est constituée uniquement de l'assiette d'une voie ferrée à laquelle s'applique l'article 47 ».

12. L'article 244.13 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'une unité comprenant l'assiette d'une voie ferrée située dans une cour d'une entreprise de chemin de fer, on calcule le montant de la surtaxe en appliquant 40 % du taux. Malgré l'article 2, le présent alinéa ne vise qu'une unité entière. ».

13. L'article 263 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe 5°, des mots « ou de la valeur locative réelle des lieux d'affaires » ;

2° par la suppression, dans la quatrième ligne du paragraphe 5°, du mot « respectivement » ;

3° par la suppression, dans la cinquième ligne du paragraphe 5°, des mots « et au rôle de la valeur locative » ;

4° par la suppression, dans la neuvième ligne du paragraphe 5°, des mots « ou de baux, selon le cas, » ;

5° par la suppression, dans la treizième ligne du paragraphe 5°, des mots « ou des baux » ;

6° par l'addition, à la fin du paragraphe 5°, de ce qui suit : « prescrire tout autre rapport que l'évaluateur doit faire au ministre, dans le même délai, concernant l'établissement de la proportion médiane ; ».

14. L'article 264 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de la première phrase du premier alinéa par ce qui suit : « Pour chaque exercice financier auquel s'applique le rôle d'évaluation foncière, l'évaluateur établit à quelle proportion médiane de la valeur foncière réelle des unités d'évaluation correspondent les valeurs inscrites au rôle. » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, de « L'évaluateur » par « Dans le délai prévu par le règlement pris en vertu du paragraphe 5° de l'article 263, l'évaluateur » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, de « le 1^{er} novembre » par « , à l'expiration du délai prévu par le règlement pris en vertu du paragraphe 5° de l'article 263, » ;

4° par l'addition, à la fin du sixième alinéa, de ce qui suit : « Si les règles prévues par ce règlement ne peuvent être appliquées, la proportion médiane est établie de la façon proposée par l'évaluateur et approuvée par le ministre. » ;

5° par l'addition, à la fin du septième alinéa, de ce qui suit : « La proportion et le facteur du rôle d'évaluation foncière de la municipalité établis pour un exercice financier constituent la proportion et le facteur du rôle de la valeur locative de la municipalité pour le même exercice. ».

15. L'article 486 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe c du paragraphe 2 et après le mot « ferrée », des mots « , y compris une voie ferrée située dans une cour ou un bâtiment ».

16. L'article 990 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 et après le mot « ferrée », des mots « , y compris une voie ferrée située dans une cour ou un bâtiment ».

17. Les articles 1 et 14 ont effet aux fins de tout exercice financier municipal à compter de celui de 1994.

Est inopérant tout règlement relatif à l'établissement de la proportion médiane du rôle de la valeur locative qui a été pris en vertu du paragraphe 5° de l'article 263 de la Loi sur la fiscalité municipale et qui est en vigueur le (*indiquer ici la date de la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi*).

18. Les articles 2, 4 et 5 ont effet depuis le 21 décembre 1979, l'article 6 depuis le 20 juin 1991 et les articles 15 et 16 depuis le 15 décembre 1977.

Toutefois, ils n'ont pas pour effet de rendre obligatoire une modification du rôle d'évaluation foncière ou du rôle de la valeur locative pour un exercice financier municipal antérieur à celui de 1994, ni de rendre obligatoire un remboursement de taxes municipales ou scolaires ou le paiement d'un supplément de telles taxes pour un exercice financier municipal ou scolaire antérieur à celui qui commence en 1994.

Les deux premiers alinéas n'ont pas d'effet sur les causes pendantes le (*indiquer ici la date de la présentation de la présente loi*).

19. Les articles 3 et 7 à 12 ont effet aux fins de tout exercice financier municipal à compter de celui de 1994.

Toutefois, sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, ils ont effet aux fins de tout exercice financier municipal à compter de celui de 1993.

20. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).